

aguère « *champions du monde des crimes de masse* », les Allemands pouvaient, jusqu'au 7 octobre 2023, se targuer d'être les « *champions du*

## « Le silence sur Gaza met à nu de façon dramatique un point aveugle de nos cultures mémorielles »

### TRIBUNE

#### Collectif

*monde de la commémoration* », selon l'historien de la Shoah Götz Aly. Sont-ils désormais, face à Gaza, champions de l'aveuglement volontaire ?

N

Alors que le but proclamé de la culture mémorielle allemande reste, après Theodor W. Adorno (1903-1969)

et son essai *Eduquer après Auschwitz* (1966), de façonner des citoyens éclairés, gardiens de la démocratie, garants du « plus jamais ça », il aura fallu de nombreux mois pour qu'enfin le chancelier Friedrich Merz semble, selon le journal *Der Tagesspiegel* du 27 mai, « *découvrir la réalité* » et tienne des propos « *étonnamment clairs sur Gaza* », quoique limités à des paroles sans actes.

Ce décalage avec le modèle mémoriel affiché n'est pas réservé à l'Allemagne. En France, où le « *devoir de mémoire* » constitue un véritable mantra politique et scolaire depuis les années 1980-2000, le président Emmanuel Macron, pourtant formé par Paul Ricœur (1913-2005) et sa quête d'une « *juste mémoire* », s'enhardit enfin à critiquer les actes « *honteux* » du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu.

Les politiques de mémoire, censées immuniser nos sociétés contre le risque de crimes de masse et de génocides, sont en crise, estime un collectif d'historiens dans une tribune au « Monde ». Ils soulignent que la qualification ou non de génocide, qui « n'appartient pas exclusivement aux historiens », n'ôte rien à « l'urgence d'une action politique ici et maintenant ».



Publié hier à 06h00, modifié à 02h16 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

L'euphémisme demeure cependant de règle pour désigner comme « *drame* » des crimes dont le caractère génocidaire apparaît chaque jour plus manifeste, en renvoyant aux historiens le soin de

qualifier, « *en temps voulu* », ces crimes abondamment documentés, malgré le blocus israélien. Plusieurs historiens israéliens spécialistes de la Shoah, tels Omer Bartov, Amos Goldberg et Daniel Blatman, ont déjà qualifié de génocide la situation des Palestiniens de Gaza.



**Lire aussi la tribune** |  [Georges Didi-Huberman, philosophe : « Ni persécutés, ni réfugiés, ni prisonniers, nous sommes pourtant bien les otages psychiques de la situation intolérable à Gaza »](#) 

Face à l'insuffisance criante des réactions européennes – à de notoires exceptions en Espagne, Irlande, Norvège et Slovaquie –, nous, historiennes et historiens, nous interrogeons sur ce que peuvent ou non les politiques de mémoire, et sur ce qu'elles ont produit aussi, à savoir un certain conformisme, une propension à l'aveuglement et à l'autocensure, des instrumentalisation politiques à l'intérieur comme à l'international.



Des Palestiniens déplacés retournent récupérer leurs affaires, dans le nord de la bande de Gaza, le 4 juin 2025. JEHAD ALSHRAFI / AP

Depuis les années 1980-1990, les sociétés européennes ont peu ou prou admis leur responsabilité dans l'extermination des juifs d'Europe. Des politiques mémorielles se sont mises en place, notamment en matière d'éducation et de transmission. Reconnaissances officielles et place croissante de la Shoah dans les programmes scolaires ont modifié en profondeur les récits nationaux. En témoignent le discours du président Jacques Chirac au Vel'd'Hiv de juillet 1995, celui du président polonais Aleksander Kwasniewski à Jedwabne [*Pologne*] en 2001, l'inauguration du Mémorial de l'Holocauste à Berlin en 2005.

**Lire aussi** |  [« Je suis à peine de retour que me submerge déjà la tragédie de ce territoire assiégé » : l'historien Jean-Pierre Filiu raconte son séjour à Gaza](#) 

Les pays européens ont été les premiers à s'engager, en 1998, dans l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, dans le but d'internationaliser la mémoire de la Shoah au nom de la prévention des crimes de masse. Au tournant des années 1990-2000, ce processus de mondialisation et d'universalisation a conduit l'Union européenne (UE) à faire du 27 janvier, date de l'ouverture du camp d'Auschwitz, la Journée de la mémoire de l'Holocauste et de prévention des crimes contre l'humanité. La mémoire de la Shoah s'impose alors comme une composante essentielle du nouveau récit de l'UE et un critère d'entrée pour les candidats à l'adhésion.



## Piège de la mémoire

Depuis 1948, la mémoire de la Shoah a aussi conduit plusieurs Etats à entretenir une relation spécifique avec Israël, pour des raisons historiques fort compréhensibles. Ici encore, le cas allemand est emblématique, marqué par la volonté de rachat devant l'opinion internationale qui guide Konrad Adenauer (1876-1967) et sa politique de réparation jusqu'à l'affirmation solennelle, par la chancelière Angela Merkel en 2008 devant la Knesset, que la « *sécurité d'Israël fait partie de la raison d'Etat allemande* ». Le lien post-Shoah germano-israélien, d'autant plus puissant qu'il est pour ainsi dire naturalisé, n'en repose pas moins sur un biais dénoncé par l'écrivain israélien Tomer Dotan-Dreyfus : « *L'Allemagne n'a pas de responsabilité particulière à l'égard de l'Etat d'Israël. L'Allemagne a déporté les juifs, pas les Israéliens.* »

**Lire aussi l'entretien |**  [Jean Hatzfeld, écrivain : « En détruisant Gaza, Israël détruit le judaïsme »](#) 

Alors que les livraisons d'armes à Israël se poursuivent, et que l'UE n'a pas rompu ses accords commerciaux avec le gouvernement Nétanyahou, le silence sur Gaza met à nu de façon dramatique un point aveugle de nos cultures mémorielles, censées nous immuniser ou au moins nous sensibiliser contre le risque de crimes de masse et de génocides, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs.

Personnellement et, pour certains, professionnellement engagés dans la lutte contre l'antisémitisme, nous savons que l'antisionisme peut cacher de l'antisémitisme, et la haine envers les juifs conduire à la négation du droit d'Israël à exister. Nous voyons avec consternation l'amalgame s'opérer entre ce gouvernement israélien pris dans sa spirale criminelle et le simple fait d'être juif où que ce soit dans le monde. Nous constatons avec effroi la hausse considérable d'actes antisémites abjects depuis le 7 octobre 2023. Mais nous tenons à défendre la liberté de penser le déchaînement meurtrier conduit par le gouvernement israélien contre les Palestiniens de Gaza, sans nous laisser dicter les termes du débat, ni prescrire où porter notre regard et sur quoi fermer les yeux.

**Lire aussi la tribune (2024) |**  [« La qualification des actes commis à Gaza, notamment l'existence d'un possible génocide, mobilisera les juristes internationaux pour les années à venir »](#) 

La qualification de génocide n'appartient pas exclusivement aux historiens. Se défausser sur eux n'ôte rien à l'urgence d'une action politique ici et maintenant. Si le juriste polonais Raphael Lemkin (1900-1959) invente le terme « génocide » en 1943 au cours de l'entreprise d'extermination des juifs par les nazis, les crimes de cet ordre ont également, avec les mots de l'époque, fait l'objet d'alertes par différents acteurs au moment même où ils se déroulaient : les gouvernements de la Triple-Entente (France, Russie, Royaume-Uni) dénoncent auprès du dirigeant ottoman Talaat Pacha (1874-1921) le génocide des Arméniens le 24 mai 1915 en évoquant alors un « *crime contre l'humanité et la*

*civilisation* ». Au Rwanda, les alertes sur l'accomplissement du génocide contre les Tutsis ont été lancées dès avril 1994.

Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés par le Hamas sur les civils israéliens le 7 octobre 2023 ne sauraient détourner notre regard ni sur l'instrumentalisation immédiate de la mémoire de la Shoah par Nétanyahou, ni sur le seuil franchi depuis dans le massacre des Palestiniens, proprement vertigineux. Le piège de la mémoire s'est refermé dans les décombres et sur les corps déchiquetés de Gaza.

Les cultures mémorielles telles que nous les avons connues sont en crise : les sociétés européennes, éduquées à la prévention des crimes de masse, en particulier par la mémoire de la Shoah, semblent pour une large part soit anesthésiées, soit tétanisées. Les dirigeants européens ont pourtant une responsabilité historique immédiate. Le poids du passé n'excuse pas les choix et non-choix du présent. Il reviendra aux historiens, en temps voulu, non seulement de qualifier les faits, mais d'analyser l'action de ces dirigeants à l'égard des crimes commis à l'encontre des Palestiniens sous nos yeux.

**R** **Raphaëlle Branche**, professeure à l'université Paris-Nanterre ; **Arlette Farge**, directrice de recherche émérite, CNRS ; **Etienne François**, professeur émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et ancien directeur du Centre Marc-Bloch à Berlin ; **Christian Ingrao**, directeur de recherche au CNRS ; **Kornelia Konczal**, professeure à l'université de Bielefeld (Allemagne) ; **Sébastien Ledoux**, maître de conférences à l'université de Picardie-Jules-Verne ; **Vincent Lemire**, professeur à l'université Gustave-Eiffel ; **Stéphane Michonneau**, professeur à l'université Paris-Est-Créteil ; **Thomas Serrier**, professeur à l'université de Lille ; **Jakob Vogel**, professeur à Sciences Po Paris.

## Collectif

## Le Monde Ateliers

Découvrir



### Chaleur humaine

Participez à l'enregistrement du podcast en public, spécial "Santé et Climat"

### La Nuit de la Géopoliti

Comprendre les bouleversements en

## Partenaires